

Service instructeur
Service Prospective et Aménagement

N° CP 2013-7-5-6

Service consulté

EURODISTRICT TRINATIONAL DE BÂLE : SUBVENTION AU PROJET DREILAND

Résumé : Le budget 2013 du Conseil Général prévoit l'attribution d'une subvention à l'Eurodistrict Trinational de Bâle pour le cofinancement des études du projet Dreiland, conduites en 2013 et 2014. Il est proposé d'approuver et d'autoriser le Président à signer la convention Interreg IV Rhin Supérieur relative au projet B50 "3Land : planification concertée d'un quartier transfrontalier au coeur de l'ETB" et d'attribuer une subvention de 25 000 € à l'ETB pour le cofinancement des études 3Land.

Le 25 septembre 2012, le Département du Haut-Rhin, le Canton de Basel Stadt, la Ville de Huningue, la Communauté de Communes des Trois Frontières et la Ville de Weil am Rhein ont signé une convention de planification relative à la coopération en vue du futur aménagement de la zone des trois frontières située entre les ponts des « Dreirosen » et du Palmrain, appelé projet 3Land.

L'objectif est de faire naître sur cette ancienne zone portuaire aujourd'hui en mutation, des quartiers d'habitation et d'activités, de manière concertée et coordonnée entre les trois pays et dans un souci de développement durable.

Les partenaires du projet 3Land s'appuient sur « une vision de développement » proposée en 2011, dans laquelle des propositions quant à l'évolution urbanistique du quartier ont déjà été esquissées.

Les études conduites en 2013 et 2014 visent à affiner la cohérence et la coordination de l'aménagement du futur quartier tant sur le plan des transports, des infrastructures, de l'économie que de l'aménagement global du secteur (masterplan).

Le coût de ces études a été évalué à 700 000 €. L'Eurodistrict Trinational de Bâle qui supervise la conduite des études a sollicité l'Union Européenne pour l'attribution de fonds communautaires Interreg IV Rhin Supérieur (cf. convention Interreg IV jointe en annexe).

Ainsi, le plan de financement des études 3Land est le suivant :

- Eurodistrict Trinational de Bâle :	22 500 €
- Département du Haut-Rhin :	25 000 €
- Communauté de Communes des Trois Frontières :	43 750 €
- Ville de Huningue :	43 750 €
- Stadt Weil am RHEIN :	90 000 €
- Union Européenne (Interreg IV) :	225 000 €
- Canton de Bâle Ville :	250 000 €

La part de cofinancement du Département du Haut-Rhin s'élève à 25 000 € répartis sur les deux années, soit 12 500 € par an.

En conclusion, je vous propose :

- d'approuver et d'autoriser le Président du Conseil Général du Haut-Rhin à signer la convention Interreg IV Rhin Supérieur jointe en annexe, relative au projet B50 « 3Land : Planification concertée d'un quartier transfrontalier au cœur de l'ETB »,
- d'attribuer une subvention de 25 000 € à l'Eurodistrict Trinational de Bâle pour le cofinancement des études liées au projet 3Land, avec un premier acompte de 12 500 € en 2013 et le versement du solde une fois les études finalisées,
- de prélever les crédits correspondants sur le chapitre 204, fonction 71, nature 20421 programme F215 du budget départemental.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER

Programme INTERREG IV Rhin Supérieur
Programm INTERREG IV Oberrhein

Convention relative au projet n° B 50
« 3Land: Planification concertée d'un quartier
transfrontalier au cœur de l'ETB »

Vereinbarung zum Projekt Nr. B 50
„3Land: Koordinierte Planung eines
grenzüberschreitenden Stadtteils im Herzen
vom TEB“



Signataires

Entre

- la Région Alsace, Autorité de gestion du programme INTERREG IV Rhin Supérieur ;

les partenaires cofinanceurs français et allemands dudit projet :

- Eurodistrict Trinationnel de Bâle (ETB), porteur du projet ;
- Ville de Weil am Rhein
- Département du Haut-Rhin
- Communauté de Communes des Trois Frontières
- Ville de Huningue

le partenaire suisse du projet :

- Canton de Bâle-Ville, Bau- und Verkehrsdepartement, responsable suisse du projet et cofinanceur ;

Préambule

Vu

La réglementation communautaire :

- le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n°1260/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;

ci-après dénommé « Règlement général »,

- le Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional, et abrogeant le règlement (CE) n°1783/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;

ci-après dénommé « Règlement FEDER »,

- le Règlement (CE) n°1828/2006 de la

Unterzeichner

Zwischen

- der Région Alsace als Verwaltungsbehörde des INTERREG IV Programms Oberrhein;

folgenden französischen und deutschen Projekt- und Kofinanzierungspartnern:

- Trinationaler Eurodistrict Basel (TEB) als Projektträger;
- Stadt Weil am Rhein
- Département du Haut-Rhin
- Communauté de Communes des Trois Frontières
- Stadt Huningue

folgender Schweizer Projektpartner:

- Canton de Bâle-Ville, Bau- und Verkehrsdepartement als Schweizer Projektverantwortlichem und Kofinanzierungspartner;

Vorbemerkung

wird in Anbetracht

nachstehender EU-Bestimmungen:

- Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;

im Folgenden "Allgemeine Strukturfondsverordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1783/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;

im Folgenden "EFRE-Verordnung",

- Verordnung (EG) Nr. 1828/2006 der

Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER); ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant.

ci-après dénommé « Règlement d'application »,

Les documents suivants, concernant le Programme :

- la décision de la Commission européenne n° C (2007) 5136, du 24 octobre 2007, relative au Programme opérationnel « INTERREG IV Rhin Supérieur » n° CCI 2007 CB 163 PO 039, s'intégrant dans l'objectif "Coopération territoriale européenne" de la Politique de cohésion de l'UE pour la période 2007-2013 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et la Caisse des dépôts, en tant qu'Autorité de certification/organisme de paiement du programme, en date du 5 août 2008 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et l'Etat français en date du 29 août 2009 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion, le Land du Bade-Wurtemberg et le Land de Rhénanie-Palatinat en date du 31 juillet 2009 ; et
- le Guide pour les bénéficiaires dans sa version respectivement valable.

Les documents suivants, concernant la Suisse :

- la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur la politique régionale (RS 901.0, FF 2006 8417) ;

Kommission vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung von Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen.

im Folgenden "Durchführungsverordnung",

folgender programmrelevanter Dokumente:

- der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. C(2007) 5136 vom 24. Oktober 2007 bezüglich des Operationellen Programms „INTERREG IV A Oberrhein“ Nr. CCI 2007 CB 163 PO 039 im Rahmen des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" der Kohäsionspolitik der Europäischen Union im Zeitraum 2007-2013;
- der Vereinbarung zwischen der Région Alsace in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsbehörde für das Operationelle Programm und der Caisse des dépôts in ihrer Eigenschaft als Bescheinigungsbehörde vom 5. August 2008;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde und dem französischen Staat vom 28. August 2009;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde, dem Land Baden-Württemberg und dem Land Rheinland-Pfalz vom 31. Juli 2009; und
- des Handbuchs für Begünstigte in seiner jeweils gültigen Fassung.

Folgender für die Schweiz relevanter Vorschriften:

- Bundesgesetz vom 6. Oktober 2006 über Regionalpolitik (SR 901.0, BBI 2006 8417);

- l'arrêté fédéral du 26 septembre 2007 relatif à l'établissement du programme pluriannuel de la Confédération 2008-2015 concernant la mise en œuvre de la nouvelle politique régionale (NPR) (FF 2007 7495);
- l'ordonnance du 28 novembre 2007 sur la politique régionale (RS 901.021);
- le programme commun de mise en œuvre de la politique régionale 2008-2013 des Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne;
- La Convention-programme entre la Confédération helvétique, les Cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne et la REGIO BASILIENSIS (IKRB) relative au financement du programme commun de mise en œuvre Bâle-Ville et Bâle-Campagne pour la politique régionale 2008-2013;
- la loi fédérale du 5 octobre 1990 sur les aides financières et les indemnités (RS 616.1);
- la loi sur les finances du Canton de Bâle-Ville du 16 avril 1997;
- la loi sur les subventions du Canton de Bâle-Ville du 18 octobre 1984;
- la loi sur les finances du Canton de Bâle-Campagne du 18 juin 1987;

Les documents suivants, concernant la France:

- le décret n°2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens;
- la circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale;
- la circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013;

- Bundesbeschluss vom 26. September 2007 über die Festlegung des Mehrjahresprogramms des Bundes 2008-2015 zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik (NRP) (BBI 2007 7495);
- Verordnung vom 28. November 2007 über Regionalpolitik (SR 901.021);
- Gemeinsames Umsetzungsprogramm Basel-Stadt und Basel-Landschaft für die Regionalpolitik 2008-2013;
- Programmvereinbarung zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft, den Kantonen Basel-Stadt und Basel-Landschaft und der REGIO BASILIENSIS (IKRB) über die Förderung des gemeinsamen Umsetzungsprogramms Basel-Stadt und Basel-Landschaft für die Regionalpolitik 2008-2013;
- Bundesgesetz vom 5. Oktober 1990 über Finanzhilfen und Abgeltungen (SR 616.1);
- Finanzhaushaltsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 16. April 1997;
- Subventionsgesetz des Kantons Basel-Stadt vom 19. Oktober 1984;
- Finanzhaushaltsgesetz des Kantons Basel-Landschaft vom 18. Juni 1987;

folgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2002-633 vom 26. April 2002 zur Einsetzung einer ministerienübergreifenden Kommission zur Koordination der Kontrollen (CICC) von in Frankreich aus EU-Strukturfondsmitteln kofinanzierten Maßnahmen;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers vom 12. Februar 2007 über die Öffentlichkeitsarbeit im Zusammenhang mit Projekten, die im Rahmen der wirtschaftlichen und sozialen Kohäsionspolitik von der Europäischen Union bezuschusst werden;
- des Runderlasses (circulaire) des französischen Premierministers Nr. 5210 SG vom 13. April 2007 bezüglich der Vorgaben zur Begleitung, Umsetzung und Kontrolle der im Zeitraum 2007-2013 aus dem EFRE, dem ESF, dem EFF und dem EAGFL kofinanzierten Programme;

- le décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

Les documents suivants, relatifs au projet :

- le formulaire de demande de cofinancement communautaire relatif au présent projet et ses annexes, annexés à la présente convention ;
- le courrier du Secrétariat technique commun au porteur de projet attestant de la réception de la demande de cofinancement complète à la date du 30 octobre 2012 ;
- la décision du Comité de suivi en date du 13 décembre 2012, prise sur la base de la fiche récapitulative rédigée par le Secrétariat technique commun, annexée à la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

TITRE 1 - GENERALITES

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en œuvre du projet.

Article 2. Pièces contractuelles

Tous les documents visés en préambule, ainsi que toutes les pièces annexées à la présente convention, en sont partie intégrante et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.

Article 3. Responsabilités

Chaque signataire s'engage à prendre les

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2007-1303 vom 3. September 2007 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen von im Zeitraum 2007-2013 aus Strukturfonds bezuschussten Programmen.

folgender projektrelevanter Bestimmungen:

- dem Antragsformular auf Förderung des vorliegenden Projekts und den dazugehörigen Anhängen in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;
- des Schreibens des Gemeinsamen technischen Sekretariats an den Projektträger, mit dem der Eingang eines vollständigen Kofinanzierungsantrags beim Gemeinsamen technischen Sekretariat zum 30. Oktober 2012, bestätigt wird;
- dem Beschluss des Begleitausschusses über die Aufnahme des Projekts in die Förderung vom 13. Dezember 2012 auf Grundlage der durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeiteten Projektzusammenfassung in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;

Folgendes vereinbart:

TEIL 1 - ALLGEMEINES

Artikel 1. Gegenstand der Projektvereinbarung

Gegenstand der vorliegenden Projektvereinbarung ist die Festlegung der Zuständigkeiten der Unterzeichner bei der Durchführung des Projekts.

Artikel 2. Bestandteile des Vertrags

Sämtliche o. g. Referenztexte sowie sämtliche Schriftstücke in der Anlage sind Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung und stellen gleichwertige Vertragsbestandteile dar.

Artikel 3. Verantwortlichkeiten

Die Unterzeichner verpflichten sich, jeweils die

mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention et les réglementations communautaires et nationales applicables.

Article 4. Périodes concernées

Article 4.1. Période de réalisation du projet

Le projet est réalisé durant la période mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 4.2. Période d'éligibilité des dépenses

La période d'éligibilité des dépenses commence à la date de début de réalisation, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi, et se termine trois mois après la date de fin de réalisation du projet, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

Article 5. Contrôles

Chaque signataire s'engage à se soumettre à tout contrôle, sur place et sur pièces, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les instances du programme ou par les organismes mandatés par elles, et par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires.

Il s'engage par ailleurs à accepter les conséquences, notamment financières, de ces contrôles.

erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit das Projekt wie im Antrag auf EU-Mittelförderung beschrieben und vom Begleitausschuss genehmigt sowie in Einhaltung der Bestimmung aus der vorliegenden Projektvereinbarung und den geltenden Gemeinschafts- und EU-Bestimmungen durchgeführt wird.

Artikel 4. Zeitliche Vorgaben

Artikel 4.1. Zeitraum für die Realisierung des Projekts

Das Projekt ist innerhalb des Zeitraums umzusetzen, der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt angegeben ist.

Artikel 4.2. Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben

Der Zeitraum der Förderfähigkeit beginnt mit dem Datum des Beginns der Umsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt. Er endet drei Monate nach dem Zeitpunkt des Endes der Projektumsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Artikel 5. Kontrollen

Die Unterzeichner verpflichten sich, sich Kontrollen aller Art – Vor-Ort- ebenso wie Belegkontrollen – zu unterziehen, die von den Programminstanzen, von Einrichtungen, die von den Programminstanzen beauftragt wurden, oder von den Aufsichts- und Kontrollstellen einschließlich einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Kontrollbehörden durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich zudem, die Folgen dieser Kontrollen, insbesondere finanzieller Art, zu akzeptieren.

Article 6. Conséquences en cas de non-respect de la convention

En cas de manquement à l'une des obligations résultant de la présente convention, les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention » s'appliquent.

En cas d'annulation de la présente convention, les dispositions prévues dans l'article 22 s'appliquent.

Article 7. Coordonnées bancaires

Afin de recevoir l'aide communautaire et les cofinancements nationaux, le porteur de projet doit transmettre les coordonnées du compte (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB), sur lequel ils doivent être versés :

- aux cofinanceurs lors de la signature de la présente convention ;
- à l'Autorité de gestion au plus tard lors de la première demande de versement des fonds communautaires.

TITRE 2 - COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE

Article 8. Principe général

Article 8.1. Cofinancement communautaire et principe général des modalités de versement

Le montant du cofinancement communautaire accordé pour le présent projet s'élève à un maximum de 225.000,- euros, soit 50% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi.

Artikel 6. Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung

Wird eine der Pflichten aus vorliegender Projektvereinbarung nicht eingehalten, kommen die Bestimmungen aus dem Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigten „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ zur Anwendung.

Im Falle einer Aufhebung der vorliegenden Vereinbarung wird entsprechend den Vorgaben des Artikels 22 verfahren.

Artikel 7. Bankverbindung

Zur Auszahlung der EU-Fördermittel und der nationalen Kofinanzierungsmittel an den Projektträger, übermittelt dieser den folgenden Betroffenen die notwendigen Angaben zur Bankverbindung des Kontos (einschließlich der Angaben zu IBAN und SWIFT), auf das die Überweisungen getätigt werden sollen:

- bei Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung an die Kofinanzierungspartner;
- spätestens beim ersten Antrag auf Auszahlung der EU-Fördermittel an die Verwaltungsbehörde.

TEIL 2 - EU-MITTELFÖRDERUNG

Artikel 8. Allgemeine Grundlage

Artikel 8.1. Gemeinschaftliche Fördermittel und allgemeine Grundlage für die Auszahlungsmodalitäten

Die bewilligte Förderhöchstsumme aus EU-Mitteln beläuft sich auf 225.000,- Euro und damit auf 50% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Conformément au Guide pour les bénéficiaires, le cofinancement sera versé sous la forme d'un remboursement des dépenses effectuées et sur présentation de demandes de versement.

Article 8.2. Guide pour les bénéficiaires

Les bénéficiaires communautaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans le Guide pour les bénéficiaires concernant les obligations communautaires en la matière.

Article 9. Politiques transversales de l'Union européenne

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les réglementations communautaires et nationales qui leur sont opposables en matière de :

- règles de concurrence ;
- passation des marchés publics ;
- encadrement des aides d'Etat ;
- égalité des chances entre hommes et femmes et non discrimination (article 16 du Règlement général) ;
- environnement (article 17 du Règlement général).

Par ailleurs, les bénéficiaires communautaires s'engagent à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

Article 10. Piste d'audit

Article 10.1. Principe général en matière de piste d'audit

En application de l'article 15 du Règlement d'application, une piste d'audit est considérée comme suffisante si, pour le Programme opérationnel, elle répond aux critères suivants :

- elle permet d'établir un rapprochement entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission européenne et, d'autre part, les pièces comptables

Gemäß den Bestimmungen des Handbuchs für Begünstigte erfolgt die Auszahlung als Erstattung getätigter Ausgaben und nach Vorlage von Auszahlungsanträgen.

Artikel 8.2. Handbuch für Begünstigte

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen aus dem Handbuch für Begünstigte in Bezug auf die relevanten Gemeinschaftsbestimmungen einzuhalten.

Artikel 9. Querschnittpolitiken der Europäischen Union

Die Begünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen der Europäischen Union und der Einzelstaaten einzuhalten, die für sie in den folgenden Bereichen gelten:

- Wettbewerbsregeln;
- Vergabe öffentlicher Aufträge;
- Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen;
- Gleichstellung von Männern und Frauen und Nichtdiskriminierung (Artikel 16 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung) ;
- Umwelt (Artikel 17 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung).

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich zudem, die gewährte Beihilfe nicht dazu auszunutzen, ungewöhnlich niedrige Preise anzubieten und allgemein Wettbewerbern durch die Gewährung von Vorteilen, die über die üblicherweise gewährten Vorteile hinausgehen, Kunden abzuwerben.

Artikel 10. Prüfpfad

Artikel 10.1. Allgemeine Grundlage betreffend den Prüfpfad

In Anwendung von Artikel 15 der Durchführungsverordnung gilt der Prüfpfad als hinreichend, wenn er für das Operationelle Programm folgende Kriterien erfüllt:

- er ermöglicht den Abgleich zwischen den gegenüber der Kommission bescheinigten Gesamtbeträgen einerseits und den detaillierten Buchführungsunterlagen und

et justificatives détaillées dont disposent l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion, et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du Programme opérationnel ;

- elle permet de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire ;
- elle permet de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi du Programme opérationnel ;
- elle contient pour chaque projet les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.

Article 10.2. Comptabilité

Selon l'article 60, paragraphe d), du Règlement général, l'Autorité de gestion est chargée de s'assurer que les bénéficiaires et les autres organismes participant à la mise en œuvre du projet appliquent soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, sans préjudice des règles comptables nationales.

Article 10.3. Durée de conservation des pièces relatives au projet

Selon l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'Autorité de gestion doit veiller à ce que l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme soit tenu à la disposition de la Commission européenne et de la Cour des comptes pendant une période de trois ans suivant la clôture du programme.

Ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Aux fins d'application de cette disposition, tous les signataires s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme pendant la même durée, et au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

den Belegen andererseits, die von der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und den Begünstigten für die im Rahmen des Operationellen Programms kofinanzierten Vorhaben geführt werden;

- er ermöglicht die Überprüfung der Auszahlung des öffentlichen Beitrags an den Begünstigten;
- er ermöglicht die Überprüfung der Anwendung der vom Begleitausschuss für das Operationelle Programm festgelegten Auswahlkriterien;
- er umfasst für jedes Vorhaben gegebenenfalls die technischen Spezifikationen und den Finanzierungsplan, die Unterlagen über die Zuschussbewilligung, die Unterlagen zu den öffentlichen Vergabeverfahren, Fortschrittsberichte sowie die Berichte über die durchgeführten Kontrollen und Prüfungen.

Artikel 10.2. Buchführung

Gemäß Artikel 60, Absatz d) der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass die Begünstigten und die sonstigen an der Durchführung des Projekts beteiligten Stellen unbeschadet der einzelstaatlichen Buchführungsvorschriften entweder gesondert über alle Finanzvorgänge der Vorhaben Buch führen oder für diese einen geeigneten Buchführungscode verwenden.

Artikel 10.3. Zeitraum der Aufbewahrung der Belege

Nach Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen im Rahmen des Programms während drei Jahren nach Abschluss des Programms zur Einsicht durch die Kommission und den Europäischen Rechnungshof aufbewahrt werden.

Dieser Zeitraum wird im Falle eines Gerichtsverfahrens oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der EU-Kommission ausgesetzt.

Die Unterzeichner verpflichten sich im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung, sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen des Programms während desselben Zeitraums und mindestens bis zum 31. Dezember 2021 aufzubewahren.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai.

Article 10.4. Registre des lieux de conservation des pièces relatives au projet

Aux fins d'application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'article 19 paragraphe 1 du Règlement d'application stipule que l'Autorité de gestion établit un registre où sont consignées l'identité et la localisation des organismes détenant les pièces justificatives relatives aux dépenses, aux audits et aux contrôles.

Les bénéficiaires communautaires s'engagent donc à lui transmettre ces informations, et à l'informer en cas de changement.

Article 10.5. Mise à disposition des pièces relatives au projet

Conformément à l'article 19 paragraphe 2 du Règlement d'application, les signataires s'engagent à mettre les pièces justificatives relatives aux dépenses et à la mise en œuvre du projet à disposition des personnes et des organismes habilités à les inspecter, y compris, au minimum, le personnel habilité de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de certification, de l'Autorité d'audit et des organismes de contrôle visés à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement général, ainsi que les fonctionnaires habilités de la Communauté et leurs mandataires, conformément à l'article 72, paragraphe 2, du Règlement général.

Article 10.6. Support des données relatives au projet

Conformément à l'article 90, paragraphe 3, du Règlement général, les documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés.

Sont considérés comme supports de

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Abschluss des Programms durch die EU-Kommission bzw. von einem gegebenenfalls anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.4. Aufzeichnung des Standorts der Aufbewahrung der Belege zum Projekt

Zur Umsetzung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist nach Artikel 19, Absatz 1 der Durchführungsverordnung von der Verwaltungsbehörde sicherzustellen, dass Aufzeichnungen verfügbar sind, die Angaben zu den Einrichtungen, die die Belege zu den Ausgaben und Prüfungen führen, sowie zu deren Standort enthalten.

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich entsprechend, der Verwaltungsbehörde diese Informationen zu übermitteln und sie von Veränderungen diesbezüglich in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10.5. Zurverfügungstellung der Projektunterlagen

Die Unterzeichner verpflichten sich nach Maßgabe von Artikel 19, Absatz 2 der Durchführungsverordnung, die Belege zu Ausgaben und zur Umsetzung des Projekts denjenigen Personen und Einrichtungen mit entsprechender Berechtigung – einschließlich zumindest der ermächtigten Mitarbeiter der Verwaltungsbehörde, der Bescheinigungsbehörde, der Prüfbehörde und der in Artikel 62, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung genannten Stellen sowie beauftragten Beamten der Gemeinschaft sowie deren ermächtigten Vertretern nach Artikel 72, Absatz 2 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung – zur Kontrolle zur Verfügung zu stellen.

Artikel 10.6. Datenträger für projektbezogene Daten

Gemäß Artikel 90, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung sind die Belege entweder als Originale oder als in mit den Originalen übereinstimmend bescheinigten Fassungen auf allgemein anerkannten Datenträgern aufzubewahren.

Als allgemein anerkannte Datenträger gelten in

données généralement acceptés, en application de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement d'application, au minimum :

- les photocopies de documents originaux ;
- les microfiches de documents originaux ;
- les versions électroniques de documents originaux ;
- les documents n'existant qu'en version électronique.

En application de l'article 19, paragraphe 6, du Règlement d'application, lorsque des documents n'existent qu'en version électronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

Article 11. Obligations de communication

En application des articles 8 et 9 du Règlement d'application ainsi que de l'ensemble des règlements le modifiant, le bénéficiaire est chargé d'informer le public du concours financier qui lui est alloué par le Fonds européen de Développement régional.

Les mesures de communication à appliquer sont décrites dans le Guide pour les bénéficiaires.

Article 12. Liste des bénéficiaires

En application de l'article 7, paragraphe 2, point d, du Règlement d'application, l'Autorité de gestion doit assurer la publication, par voie électronique ou autre, de la liste des bénéficiaires, du nom des opérations et du montant du financement public alloué aux opérations.

Anwendung von Artikel 19, Absatz 4 der Durchführungsverordnung zumindest:

- Fotokopien von Originalen;
- Mikrofiches von Originalen;
- elektronische Fassungen von Originalen;
- nur in elektronischer Form vorliegende Unterlagen.

In Anwendung von Artikel 19, Absatz 6 der Durchführungsverordnung muss, wenn Unterlagen nur in elektronischer Form vorliegen, das verwendete EDV-System anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die die Gewähr bieten, dass die aufbewahrten Unterlagen den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und dass sie für Rechnungsprüfungszwecke glaubhaft sind.

Artikel 11. Pflichten bezüglich der Öffentlichkeitsarbeit

Gemäß der Artikel 8 und 9 der Durchführungsverordnung und der diese ggf. abändernden Verordnungen obliegt dem Begünstigten die Unterrichtung der Öffentlichkeit über die zuerkannte Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung.

Die anzuwendenden Maßnahmen der Öffentlichkeitsarbeit sind im Handbuch für Begünstigte beschrieben.

Artikel 12. Verzeichnis der Begünstigten

In Anwendung von Artikel 7, Absatz 2, Buchstabe d) der Durchführungsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde die Veröffentlichung des Verzeichnisses der Begünstigten, der Bezeichnung der Vorhaben und der Höhe der für die Vorhaben bereitgestellten öffentlichen Beteiligungen in elektronischer oder anderer Form zu gewährleisten.

Par conséquent, les bénéficiaires de fonds communautaires acceptent, en signant la présente convention, de figurer sur cette liste.

Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du Règlement d'application, toute donnée à caractère personnel figurant dans les informations visées ci-dessus au premier alinéa n'est traitée qu'aux fins prévues par le présent article.

Article 13. Protection des données à caractère personnel

En application de l'article 37 du Règlement d'application, les données à caractère personnel recueillies en application des dispositions de la présente convention ne peuvent être transmises à des personnes autres que celles qui, dans les Etats membres ou au sein des institutions communautaires, sont, par leurs fonctions, appelées à les connaître, à moins que l'Etat membre qui les a communiquées n'y ait expressément consenti.

TITRE 3 - FINANCEMENT NATIONAL

Article 14. Principe général en matière de paiement des cofinancements nationaux

Les cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Cependant, afin de respecter le principe de cofinancement, et le taux défini pour le cofinancement communautaire, l'aide communautaire devra être revue à la baisse si les cofinancements nationaux effectivement perçus par le porteur de projet sont supérieurs au montant effectivement dû en application du taux de cofinancement national par rapport aux

Die EU-Mittelbegünstigten stimmen aufgrund dessen mit der Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung der Nennung im Verzeichnis der Begünstigten zu.

In Einhaltung von Artikel 37, Absatz 4 der Durchführungsverordnung werden personenbezogene Daten, die in den oben im ersten Absatz genannten Angaben enthalten sind, nur für die in vorliegendem Artikel genannten Zwecke verarbeitet.

Artikel 13. Schutz personenbezogener Daten

In Anwendung von Artikel 37 der Durchführungsverordnung werden diejenigen personenbezogenen Daten, die in Anwendung der Bestimmungen aus vorliegender Projektvereinbarung gesammelt wurden, nur Personen mitgeteilt, die in den Mitgliedstaaten oder in den Gemeinschaftsorganen aufgrund ihrer Aufgaben davon Kenntnis erhalten müssen, es sei denn der Mitgliedstaat, der sie übermittelt hat, hat der Mitteilung an andere Personen ausdrücklich zugestimmt.

TEIL 3 - NATIONALE MITTEL

Artikel 14. Allgemeine Grundlagen für die Auszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel

Mit Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung verpflichten sich die Kofinanzierungspartner, die im Projektfinanzierungsplan bezeichneten Beträge frist- und formgerecht auszuzahlen.

Zur Wahrung des Grundsatzes der Kofinanzierung und zur Einhaltung des für die EU-Mittelförderung festgelegten Satzes ist allerdings der EU-Fördermittelbetrag herabzusetzen, wenn die vom Projektträger tatsächlich vereinnahmten nationalen Fördermittel höher liegen als der in Anwendung des nationalen Kofinanzierungssatzes im Verhältnis zu den Ausgaben tatsächlich

dépenses effectivement réalisées (ceci, afin d'éviter le sur-financement du projet). C'est pourquoi le solde des cofinancements nationaux doit être versé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

Article 15. Modalités de versement des cofinancements

Article 15.1. Modalités de versement des cofinancements français et allemands

Eurodistrict Trinational de Bâle (ETB) participe au projet à hauteur de **22.500,- euros** (soit 5% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Ce montant est composé des cofinancements suivants :

- 6.250,- euros venant de la Communauté de Communes des Trois Frontières ;
- 6.250,- euros venant de la ville de Huningue ;
- 10.000,- euros venant de la ville de Weil am Rhein.

Ces montants seront versés suivant les conditions de versement indiquées comme suit par les partenaires concernés

La **Ville de Weil am Rhein** participe au projet à hauteur de **100.000,- euros**, dont **10.000,- euros** permettant au porteur de projet, ETB d'apporter sa contribution au projet et **90.000,- euros** affectés directement au projet (soit 20% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement de l'ensemble de l'enveloppe est le suivant :

- 50 % en 2013 ;
- 50 % en 2014.

A la fin du projet, s'il s'avère que les dépenses effectivement réalisées sont inférieures au budget prévu, la différence

auszuzahlende Betrag (um eine Überfinanzierung des Projekts zu vermeiden). Der Restbetrag der nationalen Fördermittel ist aufgrund dessen anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben auszuführen.

Artikel 15. Auszahlung der Kofinanzierungsmittel

Artikel 15.1. Auszahlung der französischen und deutschen Kofinanzierungsmittel

Trinationaler Eurodistrict Basel (TEB) beteiligt sich in Höhe von **22.500,- Euro** in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 5% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

- 6.250,- Euro von der Communauté de Communes des Trois Frontières ;
- 6.250,- Euro von der Stadt Huningue;
- 10.000,- Euro von der Stadt Weil-am-Rhein.

Die Auszahlung dieser Beträge richtet sich nach den jeweiligen Regelungen der Partner, die im Folgenden dargestellt sind.

Stadt Weil am Rhein beteiligt sich am Projekt in Höhe von insgesamt **100.000,- Euro**. Davon werden **10.000,- Euro** dem Projektträger (TEB-Verein) zugeteilt, damit er seinen Kofinanzierungsanteil beitragen kann, und **90.000,- Euro** direkt dem Projekt zugewiesen (20% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU- Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt)

Die Auszahlung des gesamten Betrags wird wie folgt vorgenommen:

- 50 % in 2013;
- 50 % in 2014.

Falls nach Projektende die effektiven Ausgaben niedriger als das Gesamtbudget sind, wird die Differenz anteilmäßig den jeweiligen Partnern

sera remboursée au prorata de la participation de chaque partenaire.

- Le **Département du Haut-Rhin** participe au projet à hauteur de **25.000,- euros** (soit 5,56% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement de l'ensemble de l'enveloppe est le suivant :

- 50 % en 2013, à la signature de l'acte d'engagement de la 1ère étude ;
- 50 % en 2014, au rendu de la première des études.

A la fin du projet, s'il s'avère que les dépenses effectivement réalisées sont inférieures au budget prévu, la différence sera remboursée au prorata de la participation de chaque partenaire.

La **Communauté de Communes des Trois Frontières** participe au projet à hauteur de **50 000,- euros**, dont **6 250,- euros** permettant au porteur de projet, ETB, d'apporter sa contribution au projet et **43.750,- euros** affectés directement au projet (soit 9,72% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement de l'ensemble de l'enveloppe est le suivant :

- 50 % en 2013 ;
- 40 % en 2014 ;
- le solde à l'issue de la période de réalisation fixée dans la demande de cofinancement, sur présentation du rapport final et d'un décompte financier contenant les dépenses et les recettes, et au prorata des dépenses réalisées, certifiées par l'Autorité de gestion.

La **Ville de Huningue** participe au projet à hauteur de **50 000,- euros**, dont **6 250,- euros** permettant au porteur de projet ETB, d'apporter sa contribution au projet et **43.750,- euros** affectés directement au

zurückerstattet.

Département du Haut-Rhin beteiligt sich in Höhe von **25.000,- Euro** am Projekt (und damit mit 5,26% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung des gesamten Betrags wird wie folgt vorgenommen:

Die Auszahlung wird wie folgt vorgenommen:

- 50 % in 2013, wenn die erste Studie beauftragt wird (Vertragsunterzeichnung);
- 50 % in 2014, wenn der Schlussbericht der ersten Studie vorliegt.

Falls nach Projektende die effektiven Ausgaben niedriger als das Gesamtbudget sind, wird die Differenz anteilmäßig den jeweiligen Partnern zurückerstattet.

Communauté de Communes des Trois Frontières beteiligt sich in Höhe von **50 000,- Euro**. Davon werden **6 250,- Euro** dem Projektträger (TEB-Verein) zugeteilt, damit er seinen Kofinanzierungsanteil betragen kann, und **43.750,- Euro** am Projekt (und damit mit 9,72% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Die Auszahlung des gesamten Betrags wird wie folgt vorgenommen:

- 50 % in 2013;
- 40 % in 2014;
- der Restbetrag, am Ende des im Antragsformular auf EU-Förderung bezeichneten Realisierungszeitraums und nach Vorlage des Abschlussberichts sowie der Schlussabrechnung, anteilig zu den tatsächlich getätigten und von der Verwaltungsbehörde angenommenen Ausgaben.

Stadt Huningue beteiligt sich in Höhe von **50 000,- Euro**. Davon werden **6 250,- Euro** dem Projektträger (TEB-Verein) zugeteilt, damit er seinen Kofinanzierungsanteil betragen kann, und **43.750,- Euro** am Projekt (und damit mit

projet (soit 9,72% du coût total prévisionnel éligible mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi).

Le rythme de versement de l'ensemble de l'enveloppe est le suivant :

- 50 % en 2013 ;
- 40 % en 2014 ;
- le solde à l'issue de la période de réalisation fixée dans la demande de cofinancement, sur présentation du rapport final et d'un décompte financier contenant les dépenses et les recettes, et au prorata des dépenses réalisées, certifiées par l'Autorité de gestion.

Article 15.2. Modalités de versement du cofinancement de la Confédération helvétique

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

Article 15.3. Modalités de versement des autres cofinancements suisses

Le Canton Bâle-Ville, Bau- und Verkehrsdepartement participe au projet à hauteur de 300 000 CHF, soit 250.000,- euros selon le taux de change fixé dans le plan de financement accepté par le Comité de suivi.

Le rythme de versement de ces fonds est le suivant :

- 50 % à la signature de la convention ;
- 25 % en 2014 ;
- le solde à l'issue de la période de réalisation fixée dans la demande de cofinancement, sur présentation du rapport final et d'un décompte financier contenant les dépenses et les recettes, et au prorata des dépenses réalisées, certifiées par l'Autorité de gestion.

Les demandes de versement des cofinancements suisses seront adressées par courrier au Canton.

9,72% der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt

Die Auszahlung der gesamten Mittel wird wie folgt vorgenommen:

- 50 % in 2013;
- 40 % in 2014;
- der Restbetrag, am Ende des im Antragsformular auf EU-Förderung bezeichneten Realisierungszeitraums und nach Vorlage des Abschlussberichts sowie der Schlussabrechnung, anteilig zu den tatsächlich getätigten und von der Verwaltungsbehörde angenommenen Ausgaben.

Artikel 15.2. Auszahlung der Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft

Dieser Artikel trifft für das vorliegende Projekt nicht zu.

Artikel 15.3. Auszahlung der übrigen Schweizer Finanzhilfen

Der Kanton Basel-Stadt, Bau- und Verkehrsdepartement, beteiligt sich am Projekt in Höhe von 300 000 CHF, d.h. 250.000,- Euro nach dem in dem durch den Begleitausschuss angenommenen Finanzierungsplan festgelegten Wechselkurs.

Die Auszahlung dieser Mittel erfolgt folgendermaßen:

- 50 % bei Unterzeichnung der Kofinanzierungsvereinbarung;
- 25 % in 2014;
- der Restbetrag, am Ende des im Antragsformular auf EU-Förderung bezeichneten Realisierungszeitraums und nach Vorlage des Abschlussberichts sowie der Schlussabrechnung, anteilig zu den tatsächlich getätigten und von der Verwaltungsbehörde angenommenen Ausgaben.

Gesuche um Auszahlung der Schweizer Kofinanzierungsmittel sind an den Kanton schriftlich zu stellen.

- Article 15.4. Dispositions communes aux cofinancements suisses

Les fonds sont versés par chaque cofinanceur suisse au porteur de projet sur le compte qu'il gère, et dont il communique les coordonnées bancaires aux cofinanceurs suisses au plus tard lors de sa première demande de versement des fonds.

Les aides financières allouées le canton de Bâle-Ville seront versées en fonction de la disponibilité des fonds.

La contribution financière du canton de Bâle-Ville figurant dans le plan de financement du projet s'entend comme un montant maximal qui ne pourra en aucun cas être dépassé.

Après la clôture, le montant total effectif des contributions financières du canton de Bâle-Ville sera établi sur la base de la demande de versement finale contrôlée par l'autorité de gestion.

Si les coûts effectifs (en euros) sont équivalents ou supérieurs aux montants figurant dans le plan de financement, ce sont les montants inscrits dans le plan de financement (en euros) qui seront pris en compte.

Si en revanche les coûts effectifs sont inférieurs à ceux figurant dans le plan de financement, l'aide sera calculée sur la base des coûts effectifs en euros. Dans ce cas le porteur de projet opère un reversement au profit du canton.

Si les subventions allouées par le canton ne sont pas affectées aux objectifs indiqués et si les engagements et les obligations ne sont pas respectés, les engagements de cofinancement seront annulés ou les sommes payées recouvertes. Le même mécanisme sera appliqué en cas d'arrêt du projet avant l'échéance ou de réalisation partielle du projet.

Le risque de change et les frais bancaires sont à la charge du canton de Bâle-Ville.

Artikel 15.4. Gemeinsame Bestimmungen für die Schweizer Kofinanzierungsmittel

Die Fördermittel werden von den Schweizer Kofinanzierungspartnern an den Projektträger auf das von diesem verwaltete Konto ausgezahlt; der Schweizer Projektverantwortliche teilt den Schweizer Kofinanzierungspartnern spätestens beim ersten Antrag auf Mittelauszahlung die Bankverbindung für das betreffende Konto mit.

Die Auszahlung der Förderhilfen des Kantons Basel-Stadt erfolgt nach Maßgabe der verfügbaren Mittel.

Die Finanzhilfe des Kantons Basel-Stadt versteht sich als Maximalbetrag; Sie kann den im Projektfinanzierungsplan festgelegten Betrag und Prozentsatz nicht überschreiten.

Nach Projektabschluss wird die effektive Höhe der Finanzhilfen des Kantons Basel-Stadt auf der Grundlage der von der Verwaltungsbehörde geprüften Schlussabrechnung bestimmt:

Sind die effektiven Kosten gleich hoch oder höher als diejenigen im Projektkostenplan entsprechen die Finanzhilfen des Kantons Basel-Stadt den im Projektfinanzierungsplan festgelegten Beträgen (in Euro).

Sind die effektiven Kosten niedriger als diejenigen im Projektkostenplan werden die Finanzhilfen des Kantons Basel-Stadt entsprechend gekürzt. Der entsprechende Betrag richtet sich nach den Ausgaben in Euro. In diesem Fall zahlt der Projektträger dem Kanton die Differenz zurück.

Werden die Finanzhilfen vom Kanton Basel-Stadt nicht zweckentsprechend verwendet oder werden die Bedingungen und Auflagen nicht eingehalten, können die Subventionszusicherungen widerrufen oder die Beiträge zurückfordert werden. Dasselbe gilt auch, wenn das Projekt vorzeitig beendet oder nur teilweise realisiert wird.

Der Kanton Basel-Stadt trägt das Wechselkursrisiko sowie die Bankgebühren.

Article 16. Conséquences en cas de non versement des cofinancements nationaux

L'article 19 « Règlement des litiges » s'applique si les cofinanceurs nationaux ne versent pas les montants prévus dans les délais et les formes prévus ci-dessus.

Article 17. Reversement des cofinancements nationaux indûment versés

Les règles de chaque cofinanceur s'appliquent en la matière.

Le partenaire cofinanceur qui demande le reversement de montants indûment versés indiquera au partenaire concerné les coordonnées du compte sur lequel il devra procéder au paiement.

Article 18. Dispositions diverses

Aucune disposition spécifique ne s'applique pour le présent projet.

TITRE 4 - DISPOSITIONS FINALES

Article 19. Règlement des litiges

Les deux versions linguistiques, aussi bien la version française que la version allemande, font foi.

Article 19.1. Règlement amiable

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable. Le groupe de projet peut constituer le lieu adéquat pour discuter les litiges. Le silence des signataires suite à la proposition écrite d'une solution amiable faite par le porteur de projet, sera considéré à l'issue d'un délai raisonnable, comme valant acceptation.

Article 19.2. Médiation

En cas de litige entre deux partenaires du

Artikel 16. Folgen bei Nichtauszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel

Zahlen die nationalen Kofinanzierungspartner die zugesagten Mittel nicht frist- und formgerecht wie oben bezeichnet aus, kommt Artikel 19 „Rechtsstreitigkeiten“ zur Anwendung.

Artikel 17. Erstattung rechtsgrundlos ausgezahlter nationaler Kofinanzierungsmittel

In diesem Bereich gelten die Bestimmungen jedes Kofinanzierungspartners.

Von dem Kofinanzierungspartner, der die Rückzahlung rechtsgrundlos ausgezahlter Mittel verlangt, ist dem betreffenden Partner die Bankverbindung des Kontos mitzuteilen, auf das die Zahlung vorzunehmen ist.

Artikel 18. Verschiedenes

Es gilt keine besondere Vorschrift für das vorliegende Projekt.

TEIL 4 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 19. Rechtsstreitigkeiten

Beide Fassungen, die französische sowie die deutsche Fassung, sind verbindlich.

Artikel 19.1. Gütliche Einigung

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben. Die Projektgruppe ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten. Das Schweigen der Unterzeichner auf einen schriftlichen Einigungsvorschlag des Projektträgers wird, nach Ablauf einer angemessenen Frist, als Zustimmung gewertet.

Artikel 19.2. Mediation

Kommt es zu einem Streitfall zwischen zwei

projet, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à la médiation de l'Autorité de gestion.

Celle-ci est libre d'accepter ou non cette demande.

Si celle-ci refuse, les partenaires peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

En cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet et l'Autorité de gestion, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

Article 19.3. Juridictions compétentes en cas de litiges

Sous réserve des stipulations de l'article 19-1, relatif au Règlement amiable, et de l'article 19-2, relatif à la Médiation, chacun des signataires accepte de manière irrévocable de soumettre les litiges relatifs à la présente convention à la compétence des tribunaux suivants :

en cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet, et l'Autorité de gestion : Tribunal administratif de Strasbourg ;

en cas de litige entre le porteur de projet et un (ou plusieurs) partenaire(s) du projet : le tribunal compétent du lieu du siège du porteur de projet ;

en cas de litige entre partenaires du projet autres que le porteur de projet : le tribunal compétent du lieu du siège du partenaire qui a notifié par écrit l'existence d'un litige à l'autre.

Article 20. Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet.

Article 21. Modification du projet / de la convention

En principe, une seule demande de modification du projet, et/ou de la convention, peut être adressée à l'Autorité de gestion au cours de la période de

Projektpartnern, so können diese gemeinsam beschließen, die Verwaltungsbehörde um Mediation zu ersuchen.

Der Verwaltungsbehörde steht es frei, dem Ersuchen nachzukommen oder es abzulehnen.

Lehnt sie es ab, können die Partner einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Kommt es zu einem Streit zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde, so können die Beteiligten einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Artikel 19.3. Gerichtsstand

Vorbehaltlich der Bestimmungen aus den Artikeln 19-1 über die gütliche Einigung und 19-2 über die Mediation, erteilen die Unterzeichner bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung unwiderruflich ihre Zustimmung zu folgender Gerichtsstandsregelung:

bei Streitigkeiten zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde: das Verwaltungsgericht Tribunal administratif in Strasbourg;

bei Streitigkeiten zwischen dem Projektträger und einem (oder mehreren) Projektpartner(n): das am Sitz des Projektträgers zuständige Gericht;

bei Streitigkeiten zwischen Projektpartnern, die nicht Projektträger sind, an denen der Projektträger nicht beteiligt ist: das am Sitz desjenigen Projektpartners zuständige Gericht, der dem anderen von der Streitigkeit schriftlich Mitteilung gemacht hat.

Artikel 20. Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

Artikel 21. Änderung am Projekt / an der Projektvereinbarung

Grundsätzlich kann bei der Verwaltungsbehörde während des Realisierungszeitraums des Projekts ein Mal ein Antrag auf Änderung des Projekts und/oder der Projektvereinbarung

réalisation du projet.

Les modifications sont établies selon les modalités de la fiche n°4.7 du Guide des bénéficiaires « Modification du projet ».

Les modifications éventuellement apportées après la clôture du projet, du fait de l'ajustement en fonction des dépenses ou des cofinancements effectivement réalisés, ne sont pas concernées par cet article.

Article 22. Annulation de la convention

La convention peut être annulée si

- l'Autorité de gestion et les partenaires du projet signataires s'en accordent à l'amiable ; ou si
- l'Autorité de gestion décide, suite au constat de non respect de la présente convention, d'appliquer les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention ».

Dans les deux cas, l'Autorité de gestion propose au Comité de suivi d'annuler le cofinancement communautaire attribué au projet.

Si le Comité de suivi décide l'annulation du cofinancement communautaire, la présente convention perd sa validité. L'Autorité de gestion informe le porteur de projet de la décision du Comité de suivi. Tout versement de fonds communautaire déjà effectué sur la base de la présente convention devra être remboursé par les partenaires concernés.

Article 23. Fin de validité

La présente convention reste valable jusqu'à une période de trois ans suivant la clôture du programme par la Commission européenne.

En application de l'article 90, paragraphe 1,

gestellt werden.

Bei Änderungen ist wie im Themenblatt Nr. 4.7 des Handbuchs für Begünstigten „Änderungen am Projekt“ dargestellt zu verfahren.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf Änderungen, die gegebenenfalls nach Projektabschluss zur Anpassung an die tatsächlich getätigten Ausgaben oder ausgezahlten Fördermittel vorgenommen werden.

Artikel 22. Aufhebung der Projektvereinbarung

Die Projektvereinbarung kann aufgehoben werden, wenn

- sich die Verwaltungsbehörde und die unterzeichnenden Projektpartner gütlich darauf einigen, oder
- die Verwaltungsbehörde wegen der Feststellung der Nichteinhaltung der vorliegenden Vereinbarung entsprechend den Vorgaben des Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigte „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ verfährt.

In beiden Fällen schlägt die Verwaltungsbehörde dem Begleitausschuss vor, die EU-Mittelbindung für das Projekt aufzuheben.

Beschließt der Begleitausschuss die Aufhebung der EU-Mittelförderung, verliert die vorliegende Vereinbarung ihre Gültigkeit. Die Verwaltungsbehörde informiert den Projektträger über die Entscheidung des Begleitausschusses. Sämtliche auf der Grundlage der Vereinbarung bereits getätigten Auszahlungen von EU-Mitteln müssen von den betroffenen Partnern zurückerstattet werden.

Artikel 23. Ende der Gültigkeit

Vorliegende Vereinbarung ist nach Abschluss des Programms durch die EU-Kommission noch drei Jahre lang gültig.

In Anwendung von Artikel 90, Absatz 1 der

du Règlement général, ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne, ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai, et de la date de fin de cette procédure ou de cette suspension, qui constituera alors la date de clôture du programme.

Allgemeinen Strukturfondsverordnung wird dieser Zeitraum im Fall von Gerichtsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Programmabschluss durch die EU-Kommission bzw. gegebenenfalls von einem anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist und von dem Zeitpunkt in Kenntnis, an dem das betreffende Gerichtsverfahren bzw. die Aussetzung endet und das damit das Programmabschlusdatum darstellt.

**Programme
INTERREG IV Rhin Supérieur**

**Annexes à la convention
relative au projet
n° B 50**

**« 3Land: Planification concertée d'un
quartier transfrontalier au cœur de l'ETB »**

Fiche récapitulative du projet, rédigée par le
Secrétariat technique commun, ayant servi de
base à la décision d'acceptation du projet par
le Comité de suivi

**Formulaire de demande de cofinancement
communautaire**

Annexes au formulaire :
Annexe à la description du projet

**Programm
INTERREG IV Oberrhein**

**Anlagen zur Vereinbarung
bezüglich des Projekts
Nr. B 50**

**„3Land: Koordinierte Planung eines
grenzüberschreitenden Stadtteils im
Herzen vom TEB“**

die durch das Gemeinsame technische Se-
kretariat erarbeitete **Projektzusammen-
fassung**, Grundlage für die Entscheidung
des Begleitausschusses für die Aufnahme
des Projekts in die Förderung

Antragsformular auf Förderung aus EU-
Mitteln

Anlage zum Antragsformular:
Anhang zur Projektbeschreibung

**Signataires de la présente convention relative au projet n° B50
« 3Land: Planification transfrontalière d'un nouveau quartier»**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. B 50
„3Land: Koordinierte Planung eines grenzüberschreitenden Stadtteils im Herzen vom
TEB“**

**Département du Haut-Rhin
Partenaire du projet/Projektpartner**

Date/Datum
Signature/Unterschrift
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners
Cachet/Stempel